

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle

Monsieur [REDACTED]
Directeur
EHPAD ARC-EN-CIEL
LOTISSEMENT LA VAYSSE
46250 CAZALS

Date : Mercredi 7 juin 2023

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire
Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des remarques et des recommandations retenues

V/Réf : Votre mail reçu le 28 avril 2023

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressé le 27 mars 2023 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent les prescriptions et les recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre. Je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Prévention, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général


Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives Tableau des remarques et des recommandations retenues Contrôle sur pièces de l'EHPAD « ARC EN CIEL » (46)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues

Ecarts (8)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription-Recommandation)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : L'établissement ne dispose pas de projet d'établissement valide ce qui contrevient aux dispositions de l'article L311-8 du CASF.	L.311-8 du CASF D311-38 du CASF	Prescription 1 : Transmettre le projet d'établissement.	6 mois	<div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div>	Prescription 1 maintenue Délai : 1 an
Ecart 2 : La commission de coordination gériatrique n'est pas active.	D312-158, 3° CASF	Prescription 2 : Le médecin coordonnateur doit activer la commission de coordination gériatrique. A cet effet, il doit réunir une fois par an l'ensemble des	3 mois	<div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div>	Prescription 2 maintenue Délai : 3 mois

<p>Ecart 4 : Le temps d'ETP du médecin coordonnateur [REDACTED] ne lui permet pas d'assurer ses missions et contrevient à l'article D. 312-156 du CASF.</p>	D. 312-156 CASF	<p>Prescription 4 : Assurer un temps de médecin coordonnateur conforme à la réglementation Art. D.312-156 du CASF (0.40 ETP pour 40 résidents).</p>	2 mois	[REDACTED]	<p>Prescription 4 maintenue</p> <p>Délai : 6 mois</p>
<p>Ecart 5 : L'établissement n'a pas transmis le dernier RAMA.</p>	D312-155-3 alinéa 9 CASF	<p>Prescription 5 : Transmettre le dernier RAMA à la mission.</p>	Immédiat	[REDACTED]	<p>Prescription 5 maintenue</p> <p>Délai : effet immédiat</p>
<p>Ecart 6 : Les documents communiqués ne permettent pas à la mission de contrôle de s'assurer de l'engagement de la structure dans une démarche d'amélioration</p>	L 312-8 du CASF	<p>Prescription 6 : La structure est invitée à s'engager dans une démarche d'amélioration continue de la qualité. A ce titre, elle élaborera un plan</p>	6 mois	[REDACTED]	<p>Prescription 6 maintenue</p> <p>Délai : 6 mois</p>

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarques (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS
Remarque 1 : L'organigramme transmis par l'établissement n'est pas daté et ne mentionne pas toutes les catégories de personnel énumérées dans l'article D.312-155-0 II du CASF.		Recommandation 1 : Transmettre un organigramme daté et à jour mentionnant toutes les catégories de personnel prévues dans la réglementation.	Immédiat	<div>██████████</div> <div>██████</div> <div>██████████</div> <div>██████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████</div> <div>██████████</div>	Suite à votre mail du 25 avril 2023, les éléments de réponse vous ont été transmis le 27 avril 2023 par mail. Recommandation 1 maintenue : Délai : Effet immédiat
Remarque 2 : L'arrêté de désignation du directeur n'a pas été transmis.		Recommandation 2 : Transmettre à la mission l'arrêté de désignation du directeur.	Immédiat	<div>██████████</div> <div>██████████</div>	Recommandation 2 levée
Remarque 3 : Il n'existe pas à ce jour de réunion institutionnelle.		Recommandation 3 : Transmettre la liste prévisionnelle des réunions	1 mois	<div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div>	Recommandation 3 levée

		institutionnelles et veiller à les mettre en place dès 2023.		██████████ ██████████ ██████████ ██████████ ██████████	
Remarque 4 : La procédure d'accueil du nouveau personnel est en cours d'élaboration.	HAS 2008 , p18 du Mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance	Recommandation 4 : Finaliser la procédure du nouvel arrivant et la transmettre à l'ARS.	6 mois	██████████ ██████████ ██████████	Recommandation 4 maintenue Délai : 6 mois
Remarque 5 : Le taux de turn-over du personnel AS est de 33%.		Recommandation 5 : Prendre des mesures pour stabiliser l'équipe soignante.	6 mois	██████████ ██████████ ██████████ ██████████ ██████████ ██████████	Recommandation 5 partiellement levée : Poursuivre votre politique offensive de recrutement pour stabiliser l'équipe soignante Délai : 6 mois
Remarque 6 :		Recommandation 6 : Confirmer à la mission le retour du MEDCO suite à arrêt	15 jours	██████████ ██████████ ██████████	Recommandation 6 levée

A la lecture du planning, la mission constate l'absence du MEDCO sur le mois de Janvier pour arrêt [REDACTED]		[REDACTED] ou à défaut informer des mesures envisagées pour assurer la continuité de ses missions.		[REDACTED] [REDACTED]	
Remarque 7 : L'établissement n'a pas transmis de feuille d'émargement permettant de s'assurer de la participation du personnel à ces formations.		Recommandation 7 : Transmettre à la mission les feuilles d'émargement pour les années 2021 et 2022.	1 mois	[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Recommandation 7 levée compte-tenu des difficultés rencontrées avec l'agent chargé des ressources humaines.